



Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Arnaud MOYNIER, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Contrat Territorial pour le Mobilier Usagé (CTMU) 2019-2023 avec l'Eco-organisme Eco-Mobilier pour la reprise et la valorisation des déchets d'ameublement - Autorisation de signature

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, rapporte :

Par décret n°2012-22 du 6 janvier 2012 relatif à la gestion des Déchets d'Eléments d'Ameublement (DEA), l'Etat a décidé de créer une filière spécifique pour le mobilier domestique et la literie, et de mettre en place une éco-participation visible sur les meubles neufs à compter du 1^{er} mai 2013. L'objectif national du dispositif étant d'au moins 45% de recyclage et 35% de valorisation énergétique pour fin 2017 afin de réduire la mise en décharge à 20% au maximum.

Dans ce cadre, la société Eco-mobilier, créée par les fabricants et distributeurs de meubles, a été agréée en tant qu'éco-organisme par arrêté du Ministère de l'Ecologie du 26 décembre 2012 pour une période allant du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2017 pour assurer la réutilisation et le recyclage des DEA.

Dès 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole, a approuvé la signature d'un premier contrat avec Eco-mobilier pour organiser la prise en charge des déchets d'éléments d'ameublement des ménages recueillis principalement dans ses déchèteries (Points Propreté), ainsi que dans le cadre des collectes d'encombrants organisées en porte à porte.

À la suite de la publication de l'arrêté du 27 novembre 2017 relatif à la procédure de ré-agrément et portant cahier des charges des éco-organismes candidats, Eco-mobilier a vu son agrément renouvelé par les pouvoirs publics le 26 décembre 2017 pour une nouvelle période de 6 ans. Toutefois, le projet de nouveau Contrat Territorial du Mobilier Usagé (CTMU) transmis au printemps 2018 par Eco-mobilier aux associations représentatives des collectivités locales comprenait un certain nombre de clauses jugées non conformes au cahier des charges de l'agrément, concernant notamment les conditions d'accès des usagers au service, l'enlèvement et la performance de remplissage des bennes de DEA.

Ces dispositions avaient alors conduit ces mêmes associations à inciter les collectivités à ne pas signer ce contrat en l'état. Dans l'attente de la finalisation des négociations, un nouveau contrat, assorti d'un avenant spécifiant que les clauses discutées resteraient sans effet pour l'année 2018, avait été transmis en novembre 2018. C'est dans ces conditions que le contrat Eco-mobilier et son avenant ont été approuvés par le Conseil de Métropole lors de sa séance du 21 décembre 2018, pour une période d'un an à compter du 1^{er} janvier 2018, pour permettre à la Métropole de bénéficier rétroactivement des soutiens pour l'exercice 2018.

Les discussions se sont poursuivies au cours de l'année 2019 entre Eco-mobilier, les instances représentatives des collectivités et les pouvoirs publics. Eco-mobilier a ainsi transmis en juillet 2019 un projet de Contrat territorial pour la période 2019-2023, incluant encore un système d'incitation au remplissage des bennes installées en déchèteries, sous forme d'une modulation du soutien variable en fonction du remplissage de la benne, qui devait entrer en vigueur dès 2020. Cette évolution du barème de soutien nécessitant une concertation complémentaire avec les pouvoirs publics et un ajustement technique du cahier des charges des éco-organismes de la filière DEA préalablement à la signature du contrat, Eco-mobilier a revu le contrat à la demande des pouvoirs publics.

Cette version finale du CTMU 2019-2023, qui a reçu l'avis favorable des pouvoirs publics, prévoit donc que le barème de soutien variable sera fixé pour la période 2019-2020 à 20 €/tonne de DEA collectée. Un avenant pourra être ultérieurement proposé par Eco-mobilier afin de tenir compte de l'issue de la concertation qui est en cours pour la période 2021-2023. Sur le plan financier, les autres soutiens sont reconduits.

Enfin, conformément aux termes du contrat, 15 bennes sont actuellement disposées sur les déchèteries et ont permis de collecter 2 016 tonnes en 2018, en augmentation de 92% par rapport à 2017 (1 047 tonnes). Le tonnage prévisionnel est de 2 400 tonnes pour 2019. La mise en place des bennes, leur enlèvement et le traitement des DEA collectés sont alors pris en charge par l'éco-organisme. Les soutiens ont représenté pour leur part 424 074 € en 2018.

La signature du contrat avant le 31 décembre 2019 permettra à la Métropole de bénéficier de la rétroactivité des soutiens sur l'ensemble de l'année 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de Contrat Territorial pour le Mobilier Usager proposé par l'éco-organisme Eco-mobilier, tel que présenté ci-dessus ;
- dire que les crédits sont inscrits au Budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-105612-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet-contrat-2409.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.